

UN CONTRAT DE JUSTICE SOCIALE, ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE POUR L'EUROPE



FONDATION
NICOLAS HULOT
POUR LA NATURE
ET L'HOMME



Cela devrait être une évidence. Face aux grands défis qui dépassent nos frontières et qui impactent nos vies, face à la réalité du réchauffement climatique, face à la menace terroriste, face aux grandes puissances économiques, comme les États-Unis, la Chine, la Russie - tous des États quasi-continentaux : **L'Europe est une opportunité pour mieux nous protéger, nous permettre de peser et développer des coopérations internationales. C'est aussi à cette échelle que doit se construire une solidarité dans l'accueil des migrants et réfugiés.**

Mais nous n'avons pas seulement besoin d'Europe. Nous en avons envie. **Envie d'une Europe qui engage la transformation écologique, économique et sociale que nous appelons de nos vœux avec le Pacte du pouvoir de vivre.**

Pourtant il faut être lucide. L'Europe d'aujourd'hui - malgré tout ce qu'elle a apporté et apporte encore dans notre vie quotidienne, fait face à une multitude de défis : perte de confiance de la part des citoyens qui se sentent oubliés, menace écologique au moment où la biodiversité s'effondre et où les émissions de gaz à effet de serre repartent largement à la hausse dans plusieurs pays et continents, fragmentation sociale cristallisée autour de la montée des inégalités qui traversent nos sociétés. Autant de crises qui nourrissent les mouvements nationalistes et antidémocratiques, adeptes d'un repli sur soi égoïste et mortifère.

Attachés au projet européen, nous n'en sommes pas moins lucides sur les manquements des politiques menées par nos dirigeants nationaux et européens qui ont trop longtemps enfermé l'Union dans une rigueur budgétaire, érigée en totem politique, sans

définir un horizon commun. La méfiance ou le rejet que peuvent susciter l'Europe sont nés des politiques portées en oubliant trop souvent les citoyens, la diversité des populations et des territoires européens.

Les Européens, eux, ont besoin d'éducation et de formation, d'emploi de qualité, de logement, de santé, de culture : des droits fondamentaux qui doivent être accessibles à tous, y compris aux personnes les plus vulnérables. Ils aspirent à vivre sur une planète préservée, à être écoutés et entendus, à pouvoir agir notamment à travers leurs associations et syndicats.

La mobilisation sans précédent des citoyens sur l'ensemble du continent en faveur de l'action climatique est d'ailleurs une source d'espoir et doit mener à une réorientation du projet européen. Chaque pas de l'Union européenne en faveur d'une transition écologique juste socialement fait bouger 500 millions de citoyens dans la bonne direction !

Les élections européennes du 26 mai prochain sont déterminantes pour ces enjeux.

Nous appelons donc les candidats à un nouveau contrat pour une Europe de justice sociale, écologique et solidaire. Mais, aux mots doivent correspondre des actes.

L'économie ne peut constituer la seule boussole du projet européen. Les États membres qui transpercent le plafond écologique ou bafouent les droits inscrits dans le Socle européen des droits sociaux doivent être sommés de résorber leur dette sociale ou écologique.

Ce nouveau cap devra redonner des perspectives aux plus fragiles et aux plus isolés, afin de **remettre l'humain au cœur de la vie économique**, mais aussi **tisser les nécessaires solidarités pour soutenir les citoyens les plus vulnérables** dans les grandes transitions, écologique, technologique, démographique et numérique. Les industries et secteurs les plus pollués devront davantage contribuer à financer, par une taxation sur leurs émissions, la transition écologique pour tous.

L'Union européenne devra lancer un vaste plan européen d'investissement pour le climat et l'emploi, sorti du calcul du déficit public, afin d'entraîner l'économie européenne vers une révolution industrielle écologique et économe en ressources. Les priorités sont nombreuses, au premier rang desquelles **éradiquer dès 2025 la précarité énergétique**, qui touche 50 millions d'Européens, par un plan de rénovation des logements ; **accélérer l'essor des énergies renouvelables** pour mettre fin au charbon et au gaz fossile, **planifier la sortie des énergies fossiles dans le transport** à un horizon compatible avec les Accords de Paris et, surtout, **accompagner les personnes et les territoires impactés** par ces changements vers des métiers et activités d'avenir.

Par ailleurs, l'Union européenne doit faire preuve de moins de naïveté sur le libre-échange. L'Europe unie a les moyens de soumettre tout accord de commerce et d'investissement aux respects des normes internationales en matière climatique, environnementale et sociale. Elle doit refuser dans ces accords tout système qui permettrait aux investisseurs étrangers d'attaquer les législations sociales et environnementales de ses États membres. La santé et le bien-être de tous les citoyens européens en dépendent. Il faudra à ce titre évaluer l'impact des lois et des politiques publiques sur

les 10% les plus pauvres de la population et au regard des Objectifs de Développement Durable.

Ces grands chantiers collectifs sont une urgence qui se doit d'**intégrer comme une nécessité absolue l'impératif social trop longtemps oublié par la construction européenne.**

De même, le projet européen suppose **une solidarité réelle entre les États-membres s'agissant de l'accueil des demandeurs d'asile.** La prise en compte du choix des personnes dans un dispositif unifié de reconnaissance du droit d'asile est une urgence pour **mettre fin aux maltraitements auxquelles se livrent les États dans le cadre du Règlement de Dublin qui devra être revu.**

Aux déçus de l'Europe qui envisagent de s'abstenir, nous disons : faites entendre votre voix pour une Europe écologique et sociale ! Car le Parlement européen a plus de pouvoir que jamais et c'est bien de leur bulletin de vote que naîtra la configuration politique des institutions dont celle de la future Commission européenne.

Enfin, aux divers candidats en course favorables à l'Europe, nous disons que leur responsabilité est immense. Nous les appelons à soutenir ce nouveau contrat pour une Europe de justice sociale, écologique et solidaire. Du projet politique qu'ils sauront ou non incarner, de leur capacité à entendre les citoyens et à co-construire enfin avec les acteurs sociaux, dépendra le sort de l'Europe et donc de notre avenir commun.

CONTACTS PRESSE

- **ATD QUART-MONDE** Émilie Perraudin Emilie.perraudin@atd-quartmonde.org / 06 28 61 69 05
- **CFDT** Dominique Primault presse@cfdt.fr / 01 42 03 80 12
- **CFTC** Paul Mercier pmercier@cftc.fr / 06 33 26 08 71
- **FAGE** Alexandra Gonzalez / 06 75 33 79 30
- **FNE** Manon Laudy / 01 44 08 02 51 / 06 07 69 27 10
- **FONDATION ABBÉ PIERRE** Anne Lambert de Cursay 01 55 56 37 45 / 06 23 25 93 79
- **FONDATION NICOLAS HULOT** Manuela Lorand m.lorand@fnh.org / 06 98 45 46 91
- **FRANCE TERRE D'ASILE** Danya Boukry dboukry@france-terre-asile.org / 01 53 04 39 93
- **HUMANITÉ ET BIODIVERSITÉ** Sandrine Bélier sandrine.belier@humanite-biodiversite.fr / 06 13 67 05 92
- **LE MOUVEMENT ASSOCIATIF** Fula Mesika fmesika@lemouvementassociatif.org / 06 34 31 23 41
- **MUTUALITÉ FRANÇAISE** Constance Baudry constance.baudry@mutualite.fr
- **PACTE CIVIQUE** Martine Parant martine.parant@yahoo.fr / 06 80 78 02 79
- **RÉSEAU ACTION CLIMAT** Neil MAKAROFF, neilmakaroff@reseauactionclimat.org / 06 83 26 43 32
- **SECOURS CATHOLIQUE** Sandrine Verdelhan / 06 61 54 10 69
- **UNIOPSS** Valérie Mercadal vmercadal@uniopss.asso.fr / 01 53 36 35 06
- **UNSA** Patricia Rejnero patricia.rejnero@unsa.org / 06 75 07 89 94 / 01 48 18 88 58